

*Les crédits*

plus de cette administration, on finit par perdre de vue le tableau d'ensemble.

On ne saurait continuer de débattre ces cinq points tout en oubliant pourquoi la population canadienne, lors des dernières élections, a mis en place un gouvernement qui était censé créer des emplois.

• (1340)

Il est en fonction depuis deux ans et n'a encore rien fait. Pourquoi le Bloc n'interroge-t-il pas le gouvernement sur sa stratégie de création d'emplois? Combien d'emplois a-t-il créés? Combien d'emplois ce programme d'assurance-chômage va-t-il éliminer?

Le vérificateur général a dit que le taux de chômage était de 1,5 à 3 p. 100 supérieur à ce qu'il devrait être, à cause de la façon dont le gouvernement mène la barque de l'État. Il ne procède pas aux changements qui s'imposent. Pourquoi le Bloc ne s'attaque-t-il pas à ce problème?

On préfère faire du coq à l'âne. Il ne s'agit que de changements superficiels qui se ramènent à se demander combien d'emplois on va créer en rebaptisant l'assurance-chômage l'assurance-emploi. La réponse est: pas un. Au contraire, cette mesure va supprimer des emplois parce qu'il nous faut maintenant hausser les impôts. Il nous faut traduire ce changement de nom sur tous les édifices, les en-têtes, etc. Ce nouvel impôt va faire disparaître d'autres emplois.

On ne s'attaque pas au vrai problème qui est de savoir pourquoi on enregistre un taux de chômage aussi élevé au Canada. Nous sommes accablés d'impôts et le gouvernement utilise le régime d'assurance-chômage comme s'il s'agissait tout simplement d'un autre impôt mis à sa disposition pour financer ses programmes préférés.

Telles sont les questions fondamentales qu'il faudrait poser. Le Bloc doit poser ces questions, s'il revendique toujours le statut d'opposition officielle à la Chambre.

[Français]

**M. Crête:** Monsieur le Président, je vais d'abord dire que je suis d'accord avec certains aspects des commentaires du député qui m'a précédé. Effectivement, les Canadiens peuvent porter un jugement très sévère sur le gouvernement libéral actuel, parce que ce gouvernement s'est fait élire sur un slogan qui disait: «jobs, jobs, jobs!» et en bout de ligne, il n'y a rien d'autre que l'erre d'aller. On crée des emplois sur l'erre d'aller, on en perd sur la même vitesse et finalement, il n'y pas de création d'emplois nette.

Ce gouvernement joue beaucoup sur les mots, et je pense que c'est significatif. On change le nom de l'assurance-chômage pour «assurance-emploi», mais mon Dieu, il faut que le contenu soit conforme au contenant. Il devrait y avoir quelque chose qui permette d'évaluer quel va être l'impact en termes de création d'emplois et la façon de s'en sortir.

Nous avons cette préoccupation de création d'emplois au Bloc québécois. On voit très bien dans cette réforme qu'il y a beaucoup de mesures qui vont nuire à la création d'emplois, entre autres, le fait que les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, qui n'accumuleront pas les 910 heures, vont demeurer dépendants, vont retourner à l'aide sociale et risquent de développer

une habitude du cycle de l'aide sociale. C'est très mauvais et cela accroît encore le fait qu'il y a une génération qui puisse être dépendante et qui n'ait pas d'avenir. C'est inacceptable.

Mais au Bloc québécois, nous avons une autre vision de l'emploi, et on rejoint le Parti réformiste dans un certain sens à cet égard. Il y a aussi un problème de structure et d'architecture au Canada.

On a développé un système où un des gouvernements a le pouvoir de cueillir des impôts et de dépenser, mais dans des champs de juridiction qu'il ne connaît pas, qu'il ne contrôle pas et il a développé un magnifique appareil bureaucratique pour être capable de fonctionner. Cela a créé beaucoup d'emplois de fonctionnaires, mais sur le plan opérationnel, on se rend compte aujourd'hui que ce n'est plus efficace, ce n'est plus utile. Donc, oui, on a des problèmes de plomberie dans la maison. Il faut qu'on règle un certain nombre de choses, mais on a aussi un problème d'architecture: c'est le fait que les gouvernements n'ont pas des champs de juridiction clairs.

Dans une vision fédéraliste, qui n'est pas la mienne, on pourrait dire qu'il est tout à fait normal que les relations internationales au Canada relèvent de la juridiction du Parlement fédéral. Mais la question de la main-d'oeuvre, ce n'est pas quelque chose dans lequel le gouvernement fédéral peut être efficace et cela se traduit par des taux de chômage inacceptables, des taux de chômage qui sont trop élevés, des taux de chômage où il y a un écart significatif. Regardez cela; il y a des taux d'écart significatifs entre les régions du centre, et autour du gouvernement fédéral, et les régions plus éloignées.

Comme par hasard, dans les Maritimes, au Québec, dans les régions à l'extérieur des grands centres, il y a tout le temps un taux de chômage plus élevé que dans les capitales. Le système qui a été mis sur pied désavantage ces régions, amène le vide et l'exode des jeunes. Vous allez le voir, si on reste avec la norme du 910 heures, vous allez voir un grand nombre de jeunes de 18, 19, 20, 22, 23 ans, après avoir réussi à faire une expérience d'été de travail dans leur région, ils vont être obligés de s'expatrier pour obtenir un autre emploi et on va accroître l'exode des jeunes.

• (1345)

Sur la question, oui le Bloc a une préoccupation d'emploi, mais en ce qui a trait aux solutions, on croit qu'elles résident entre autres dans une question d'architecture du contrôle de la gestion de la main-d'oeuvre et aussi dans le fait que ce soit plus près des besoins des gens et intégré avec les réseaux de l'éducation.

Quand on sait qu'un gouvernement comme celui du Québec est responsable du Code du travail, responsable de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, responsable des normes du travail qui régissent les normes minimales de travail, et qu'à côté un autre gouvernement arrivera avec des mesures, avec cinq mesures qui touchent des questions comme les subventions salariales, le supplément de revenu, on va encore compliquer le système et il y a quelqu'un, quelque part, au ministère des Ressources humaines, qui pourra se dire le spécialiste d'un détail que personne ne comprend sauf lui.

Cela lui permettra de justifier son emploi, mais ce n'est pas efficace et on n'a plus les moyens, en Amérique du Nord, de maintenir ce genre d'action. Si on veut être compétitifs sur les